



SESSION 2018

UE 5 – ÉCONOMIE

Éléments indicatifs de corrigé

Le présent corrigé ne met en avant que des éléments de corrigé et est donc par nature incomplet. Il ne vise pas l'exhaustivité mais pointe des éléments les plus importants parmi ceux qui pouvaient être attendus. Les idées pertinentes et cohérentes des candidats qui ne seraient pas intégrées dans ces éléments de corrigé devront être valorisées également, il ne peut en aucun cas être exigé la totalité des éléments présentés, volontairement nombreux.

I/ DISSERTATION (12 points)

La compétitivité d'un pays passe-t-elle nécessairement par une maîtrise des prix ?

INTRODUCTION

Une accroche : de nombreuses accroches sont évidemment possibles.

⇒ Le contexte économique de reprise de la croissance économique française portée par la consommation des ménages et par la formation brute de capital fixe. L'INSEE prévoit un taux de croissance de l'ordre de 1.8% du PIB pour 2018.

Le commerce extérieur ralentit cette reprise : l'économie française connaît une situation de déficit commercial.

⇒ La France qui recule dans le dernier rapport de compétitivité mondiale 2017-2018 du Forum Economique Mondial (WEF). Selon le classement, la France est en 22^{ème} position (loin de la 15^{ème} position obtenue en 2010).

⇒ Le constat de la crise industrielle en France (à l'image de Whirlpool, GM et S...).

⇒ Une approche plus historique insistant sur le fait qu'avec la mondialisation et les accords internationaux, les pays industrialisés doivent composer avec d'autres économies (BRICS, pays émergents...) lors des échanges internationaux.

Les définitions des termes du sujet :

Compétitivité : « aptitude à affronter des situations de concurrence et à rivaliser avec autrui. Cette aptitude confère à l'agent économique qui la détient une capacité à conserver ou à augmenter ses parts de marché. C'est donc un déterminant important du commerce international » (Source : Bled SES Hachette).

Selon l'OCDE, il s'agit de « la capacité d'entreprises, d'industries, de régions, de nations ou d'ensembles supranationaux de générer de façon durable un revenu et un niveau d'emploi relativement élevés, tout en étant et restant exposés à la concurrence internationale ». Il existe également une autre définition similaire de l'OCDE : « la compétitivité est la latitude dont dispose un pays, évoluant dans des conditions de marché libre et équitable, pour produire des biens et services qui satisfont aux normes internationales du marché tout en maintenant et en augmentant simultanément les revenus réels de ses habitants dans le long terme ».

La compétitivité prend deux formes :

① Une compétitivité-prix : proposer des produits à un prix inférieur à celui des concurrents.

② Une compétitivité hors-prix (ou compétitivité structurelle) : proposer des produits performants en terme de qualité, d'innovation...

Prix : Il s'agit des prix pratiqués par une entreprise, le prix se compose d'un coût et d'une marge. La compétitivité-prix s'analyse en termes de coûts, de comportements de marge et de taux de change.

Plusieurs problématiques et plans sont possibles :

Prob. 1 : Le sujet renvoie naturellement au cas français, celui qui est le mieux maîtrisé et pour lequel les problèmes de compétitivité sont particulièrement aigus. La problématique et le plan vont s'articuler autour des deux dimensions usuelles de la compétitivité : les dimensions prix et hors-prix.

Énoncé de la problématique :

Dans quelle mesure la maîtrise de la compétitivité-prix est-elle suffisante à l'amélioration du commerce extérieur français ?

Annonce du plan : le plan doit être annoncé explicitement et comporter au moins deux parties, avec deux ou trois sous-parties.

- 1) La maîtrise des prix : une condition nécessaire à la compétitivité des entreprises
- 2) La compétitivité hors-prix : le garant d'une réussite sur le long terme

Plan détaillé :

I. La maîtrise des prix : une condition nécessaire à la compétitivité des entreprises

1. Une économie mondialisée impose la maîtrise des prix
(Arguments empiriques et théoriques)
2. Les moyens mobilisés pour maîtriser les prix
(Actions respectivement aux plans macro et microéconomique)

II. La compétitivité hors-prix : le garant d'une réussite sur le long terme

1. De l'importance des éléments hors-prix dans la compétition mondiale
(Arguments empiriques et nouvelles théories du commerce international)
2. Les moyens mobilisés au service de la compétitivité hors-prix
(Actions respectivement aux plans macro et microéconomique)

Prob. 2 : La compétitivité sera ici successivement étudiée pour un pays en développement/émergent et pour un pays industrialisé/développé.

Énoncé de la problématique :

Dans quelle mesure l'émergence de certains pays bouscule-t-elle la compétitivité des pays développés ?

Annonce du plan : le plan doit être annoncé explicitement et comporter au moins deux parties, avec deux ou trois sous-parties.

- 1) La compétitivité dans le cadre traditionnel de la division internationale du travail
(Théorie des dotations factorielles, rôle crucial des prix dans les choix de spécialisation)
- 2) La compétitivité à l'heure de la mondialisation
(remise en cause des spécialisations traditionnelles, montée de la compétitivité hors-prix, nouveaux rôles des États, politique industrielle, retour du protectionnisme)

Les **arguments possibles (liste non exhaustive)** figurent dans la liste ci-dessous:

1) Les arguments de la compétitivité prix

Des moyens au niveau des entreprises

- ⇒ Réduire les coûts de production (facteur travail et capital) : notion d'économies d'échelle, minimiser la combinaison des facteurs de production, délocalisation là où les coûts de main d'œuvre ou la fiscalité sont plus attractifs (dumping)
- ⇒ Augmenter la productivité du travail et du capital : à l'image de la révolution industrielle, les effets du taylorisme et du fordisme, la spécialisation du travail (Cf Smith...), le progrès technique.
- ⇒ La notion de firmes multinationales

Des moyens au niveau des États

- ⇒ La politique monétaire : le contrôle des banques centrales sur la masse monétaire et donc sur l'inflation.
- ⇒ La politique fiscale (courbe de LAFFER) : avoir une politique de l'offre favorable aux entreprises.
- ⇒ Flexibiliser le marché du travail (conception libérale) : introduire moins de rigidité sur le marché du travail (en terme de rémunération, formalités administratives, recrutement, licenciement, recours aux contrats temporaires, temps de travail...), le CICE.
- ⇒ Encourager les marchés parfaits et notamment la condition d'atomicité (nombreux offreurs) : ceci oblige les entreprises à faire des efforts sur les prix (Cf Uber, les bus Macron...).
- ⇒ La politique de change : une politique de dévaluation compétitive.

2) Les arguments de la compétitivité hors-prix

Des moyens au niveau de l'entreprise

- ⇒ Une politique d'investissement dans l'outil de production : innover pour susciter de nouveaux besoins (Loi des débouchés de Say, Schumpeter) / ou pour améliorer la qualité.
- ⇒ Une politique d'investissement dans la formation des salariés (théorie de la croissance endogène).

La politique économique des États

- ⇒ Une politique industrielle pour favoriser les entreprises nationales : pôles de compétitivité par exemple... Le tissu économique français est composé pour l'essentiel de PME, TPE... peu ouvertes à l'international. L'État doit soutenir ses entreprises.
- ⇒ Encourager les externalités positives : infrastructures, capital humain, recherche-développement (croissance endogène).
- ⇒ Faciliter l'accès des entreprises aux différentes sources de financement.
- ⇒ Participer aux accords de libéralisation des échanges (GATT puis OMC...) ou au contraire privilégier le protectionnisme (Cf protectionnisme actuel des USA).
- ⇒ Les accords régionaux à l'image de l'UE ou du CETA.

3) Les références théoriques mobilisables

Les thèses favorables au libre-échange (Smith, Ricardo, HOS...)

Les nouvelles théories du commerce international (Lassudrie-Duchêne, Krugman, Vernon, etc.)

Les thèses favorables au protectionnisme (List, Kaldor...).

La courbe en J.

Les théories de la croissance endogène

La théorie schumpétérienne de l'innovation

Les théories sur la flexibilité du marché du travail

4) Quelques faits économiques mobilisables

Insuffisances chroniques du commerce extérieur français (mauvaise spécialisation, problème de qualité, PME insuffisamment exportatrices, présence insuffisante dans les pays émergents, malgré des réussites évidentes à l'export, des champions français à l'international, etc.)

Le développement de la Chine et des BRICS fondé sur une ouverture aux échanges internationaux.

La compétitivité-prix de la Chine détrônée aujourd'hui par de nouvelles économies (Vietnam, Ethiopie...).

La force de l'Allemagne, sa compétitivité prix (austérité salariale) et sa compétitivité hors-prix.

Les tentations protectionnistes de nombreuses économies (sur le modèle des USA et de Donald Trump).

Les exemples récents d'interventionnisme de l'État pour renforcer la compétitivité de ses entreprises (STX, pôles de compétitivité, pacte de responsabilité, ...).

Le dumping social au sein de l'Union Européenne.

L'actualité sur la flexibilité au travail.

ÉLÉMENTS DE CONCLUSION

Il est attendu :

- **une reprise** des idées essentielles développées et une réponse claire à la problématique : La compétitivité hors-prix semble jouer un rôle crucial pour la France.
- **une ouverture** :
 - la révolution numérique va inmanquablement rebattre les cartes entre les nations ;
 - l'émergence d'une politique industrielle européenne ;
 - l'affaiblissement de la compétition dans un contexte de démondialisation.

III/ ÉTUDE DE DOCUMENT (5 points)

- 1) **Rappelez l'équation de l'équilibre emplois-ressources en Comptabilité nationale. Appliquez cette équation à l'année 2016 à partir des données en milliards d'euros.**

Les opérations sur les biens et les services sont liées par une relation d'équilibre entre ressources et emplois. En effet, au cours d'une période donnée, le total des ressources pour un produit (bien ou service) est nécessairement égal au total des emplois. Dans le cas des biens (et de quelques services), la variation des stocks permet l'ajustement dans le temps de l'offre et de la demande.

Remarque : on acceptera aussi une formulation plus synthétique de type :

$$\text{PIB} + \text{Importations} = \text{Consommation finale (ménages et APU)} + \text{Formation brute de capital fixe} + \text{Exportations} + \text{Variation de stocks}$$

Application chiffrée : $2228,9 + 695,6 = [1576,5 + 183,1] + 489,4 + 652,2 + 23,3$

Ou

$$\text{PIB} = \text{Consommation finale (ménages et APU)} + \text{Formation brute de capital fixe} + (\text{Exportations} - \text{Importations}) + \text{Variation de stocks}$$

Application chiffrée : $2\ 228,9 = [1576,5 + 183,1] + 489,4 + [652,2 - 695,6] + 23,3$

- 2) **Que signifie la donnée entourée dans le tableau ? Comment a-t-elle été calculée ?**

Cela signifie qu'en 2016, le produit intérieur brut (PIB) croît de 1,2 % en volume (ou en euros constants) par rapport à l'année 2015. La croissance économique en 2016 a été de 1,2% en volume.

Mode de calcul : La croissance en volume mesure l'augmentation réelle des quantités produites dans l'économie nationale en éliminant l'effet prix. La croissance en volume peut être approximée par le calcul suivant :

Croissance en volume = croissance en valeur – évolution des prix, soit ici $1,6\% - 0,4\% = 1,2\%$

- 3) **Expliquez la croissance économique de 2016 à partir des contributions au PIB.**

En 2016, le produit intérieur brut (PIB) croît de 1,2 % en euros constants, soit un rythme proche de celui des deux années précédentes (+ 0,9 % en 2014 et + 1,1 % en 2015). Cette croissance est encore faible même si elle est en légère augmentation depuis 2014.

Analyse de la croissance 2016 en contributions au PIB

L'idée est ici de mettre en évidence les moteurs de la croissance française en 2016.

- La consommation finale : contribution positive à hauteur de 1,6 point de croissance (ménages 1,5 + APU 0,1).
- La FBCF : contribution positive à hauteur de 0,6 point de croissance.
- Ainsi la demande interne joue à hauteur de 2,1 points de croissance.
- La demande externe joue elle négativement à hauteur de -0,8 point de croissance (exp = 0,5 – imp = 1,3).
- Rôle mineur de la variation des stocks (mais bon signe car déstockage - 0,2 point).
- Faible contribution de l'action de l'Etat à la croissance : FBCF Etat = 0 et Consommation APU = 0,1.

La croissance française reste affectée négativement par son mauvais commerce extérieur.

III/ QUESTION (3 points)

Financement direct et indirect des entreprises : définitions et comparaison.

Il y a deux façons pour financer une entreprise, le financement direct (ou désintermédié) et le financement indirect (ou intermédié).

⇒ **Définition :**

Le financement direct consiste en une mise en relation directe des agents à besoin et à capacité de financement. Cette rencontre se fait sur un marché régulé par la formation d'un prix. Les agents à besoin de financement (entreprises) émettent des titres qui sont acquis par les agents en capacité de financement. Il s'agit d'un financement direct, dans la mesure où il n'y a pas « d'intermédiaire financier » même si le ménage a dû recourir à une institution financière pour réaliser l'acquisition du titre. Le financement direct s'opère soit à long terme sur les marchés financiers par émission d'actions et d'obligations, soit à court terme sur le marché des titres et créances négociables (compartiment du marché monétaire) par émission de billets de trésorerie.

Toutefois se développe actuellement le financement participatif. Celui-ci n'utilise pas les marchés financiers mais passe par des plateformes dédiées sur Internet.

Le financement indirect consiste en une mise en relation par l'intermédiaire d'une institution financière des agents respectivement à besoin et à capacité de financement. Les sociétés financières collectent l'épargne des agents à capacité de financement et la transforment en prêts/crédits au service des agents à besoin de financement (entreprise).

⇒ **Comparaison**

| | Financement direct | Financement indirect |
|---------------|--|---|
| Avantages | <ul style="list-style-type: none">- indépendance vis-à-vis des banques- des sommes levées plus importantes- moins de sélection dans l'accès au financement (start-up)- émergence du financement participatif : facilité d'accès, aucune dépendance, et à un coût faible | <ul style="list-style-type: none">- rapidité et facilité du crédit bancaire- crédit bancaire aux échéances variées- plutôt adapté aux PME- effet de levier quand les taux d'intérêt sont bas |
| Inconvénients | <ul style="list-style-type: none">- coûts d'accès aux marchés- dépendance aux actionnaires (risque de dispersion du capital ; logique actionnariale)- réservé à certaines entreprises (sociétés de capitaux)- dépendance aux cours de bourse | <ul style="list-style-type: none">- coût du crédit en fonction des taux d'intérêt- sélection élevée du fait de l'asymétrie d'information qui reste forte (sélection adverse, aléa moral) |